

Tribune

Rwanda : « Pour la fin de l'impunité pour les génocidaires et leurs complices ! »

Le Monde, 15 mars 2017

Dans une tribune adressée au « Monde », des personnalités – comme Benjamin Abtan, Bernard Kouchner, Beate et Serge Klarsfeld – appellent à mettre fin à « l'impunité dont bénéficient, en Europe et en particulier en France, les “hauts génocidaires” rwandais ».

Plusieurs dizaines de « hauts génocidaires » rwandais vivent en Europe, en particulier en France, trop souvent en toute impunité, sans être inquiétés par la justice. Au cours du génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994, ils ont non seulement pillé, torturé, violé et massacré, mais également planifié, recruté, formé et organisé.

Ce ne sont pas les « petites mains » du génocide, ils comptent parmi ses principaux responsables. Ils sont nombreux à faire l'objet de mandats d'arrêt internationaux ou à avoir déjà été lourdement condamnés par contumace par la justice rwandaise pour génocide ou complicité dans le génocide.

Depuis plus de vingt ans, l'Eglise catho-

lique en protège certains, dont elle participa à l'exfiltration. Parfois elle les cache, parfois elle fait de ces tueurs non repentis des prêtres titulaires, notamment dans des paroisses de villes et de villages français.

Impunité

Depuis plus de vingt ans, la plupart des hauts génocidaires vivent en France sans être inquiétés par la justice. Ils n'y sont pas par hasard : c'est l'armée française qui exfiltra du Rwanda et couvrit la fuite de ceux qui venaient d'organiser et de perpétrer l'extermination de plus d'un million de Tutsis en 1994. Ce fut un des temps forts de la politique de collaboration avec le régime génocidaire au Rwanda commencée avant, poursuivie pendant et après le génocide par quelques personnes, de gauche comme de droite, alors placées au plus haut niveau de l'appareil d'Etat français.

L'impunité dont bénéficient les hauts génocidaires rwandais et ceux qui ont collaboré



« Il est impératif de considérer la fin de l'impunité pour les génocidaires et leurs complices pour ce qu'elle est : une urgence morale, humaine, sociale, politique, historique, donc une urgence judiciaire ». (photo : Le prêtre catholique Athanase Seromba sur le banc des accusés lors de son procès, en décembre 2006, au Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il sera condamné en appel, en mars 2008, à la prison à vie pour sa responsabilité dans la mort de 1 500 Tutsis qui s'étaient réfugiés dans son église, en avril 1994). REUTERS

avec eux est aujourd'hui la dernière entrave à la pleine réalisation du travail de justice concernant ce génocide.

En effet, suite à un engagement inédit et exceptionnel des institutions et de la population rwandaises depuis 1994, plusieurs centaines de milliers de tueurs ont été jugés dans les « gaçaças », les juridictions de village, et dans les tribunaux du pays. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda a quant à lui jugé certains des plus hauts génocidaires.

Construire un « bon avenir »

Cette impunité qui perdure constitue pour les rescapés une souffrance supplémentaire, pour les jeunes du Rwanda et d'Europe un obstacle dans leur projection vers un avenir partagé, pour tous une impardonnable injustice et une scandaleuse atteinte à l'Etat de droit.

Notre demande est simple : la fin de l'impunité pour les génocidaires et leurs complices.

Dans le scrupuleux respect de la séparation des pouvoirs, fondamentale à la démocratie que nous chérissons, tous les gouvernements se doivent d'élaborer et de faire appliquer une politique pénale. Il est grand temps que tous les pays concernés, au premier rang desquels la France, inscrivent la poursuite, l'extradition au Rwanda ou le jugement sur leur lieu de résidence actuel des génocidaires et de leurs complices au cœur des priorités de leurs politiques pénales, afin que la justice passe enfin.

Il est impératif de considérer la fin de l'impunité pour les génocidaires et leurs complices pour ce qu'elle est : une urgence morale, humaine, sociale, politique, historique, donc une urgence judiciaire.

C'est de la responsabilité de notre génération, afin d'offrir aux générations suivantes la possibilité de construire ensemble un « imbere heza », un « bon avenir ».

Par **Benjamin Abtan** (président du Mouvement antiraciste européen (EGAM)), **Bernard Kouchner** (ancien ministre des affaires étrangères et européennes de la France),

Beate et Serge Klarsfeld (présidente et Pour la liste complète des signataires :
président des Fils et filles de déportés juifs <http://www.egam.eu>
de France)...